

**Intervention au séminaire de l'Agence de gestion
et recouvrement des avoirs saisis et confisqués**

Jeudi 17 novembre 2011

Monsieur le procureur national anti-mafia, Pietro Grasso,
Messieurs les procureurs de la Reine,
Monsieur le chef de la division des produits du crime, Jeremy Rawlins,
Monsieur le Procureur Général, président du Conseil d'administration, Jean-Marie Huet

Madame la directrice générale, Elisabeth Pelsez,
Monsieur le président de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT), Etienne Apaire,
Madame le commandant de police, et chef de la Plateforme d'identification des avoirs criminels (PIAC), Patricia Mathys,

Mesdames, Messieurs les magistrats,
Mesdames, Messieurs les membres des forces de police et de gendarmerie,

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir convié à la clôture de ce séminaire sur la saisie et la confiscation des avoirs criminels. Je veux saluer cette excellente initiative de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués, qui permet de confronter notre expérience récente à celle de nos partenaires étrangers et d'envisager les avancées déjà accomplies et les pistes d'avenir. Les modèles néerlandais et britanniques que vous nous présenterez sont particulièrement innovants. Cette approche comparée sera sans aucun doute l'occasion enrichir notre réflexion et nos pratiques. Je voudrais également saluer l'engagement de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie, qui a contribué à la mise en place de cette journée.

C'est grâce à de telles démarches communes, à la fois volontaristes et prospectives, que nous pourrons toujours mieux relever les défis de la gestion et du recouvrement

des avoirs saisis et confisqués, et renforcer ainsi l'efficacité de la sanction pénale et la lutte contre la criminalité organisée. S'attaquer aux avoirs criminels, c'est se donner tous les moyens de démanteler effectivement cette criminalité ; et notre action doit pouvoir être menée le plus en amont possible – par l'identification des biens et leur saisie dès le stade de l'enquête, suivie d'une confiscation.

I. Je veux y insister c'est grâce à une action commune de tous les acteurs de la lutte contre la criminalité, tant au niveau national qu'international, que cette action pourra produire tous ses effets. Votre présence ici mesdames, messieurs les magistrats, les responsables de la plateforme d'identification des avoirs criminels (qui réunit police et gendarmerie), de la MILDT et d'Eurojust illustre parfaitement la qualité de cette nécessaire synergie.

Vous le savez, c'est en coordonnant nos efforts, en assurant une continuité sans faille de la chaîne pénale que nous pourrions atteindre nos objectifs : la saisie des avoirs criminels n'a, en effet, d'intérêt et de portée que si elle est suivie d'une confiscation prononcée par la juridiction et si cette confiscation est effectivement exécutée. Les Pays-Bas proposent à cet égard un modèle tout à fait original, mis en place il y a près de vingt ans à présent, avec le programme « Plumez-les », l'intitulé est évocateur. Ainsi, les magistrats qui ont opéré la saisie sont aussi ceux qui requièrent sur les confiscations ; vos tribunaux ont par ailleurs un intérêt sur les saisies qu'ils réalisent. En France, le fonds de concours, géré par la MILDT et alimenté par les sommes saisies et confisquées aux trafiquants, est reversé notamment aux services en charge de la lutte contre les trafics et l'usage de stupéfiants, et en particulier aux juridictions. Cette contribution est loin d'être négligeable, le fonds dépassait en effet les 21 millions d'euros en 2010.

Bien sûr, l'efficacité de notre action nationale ne serait rien sans une étroite coopération internationale. Comme vous l'avez parfaitement rappelé madame la directrice générale, tant la PIAC que l'Agrasc assurent d'importantes missions au sein des réseaux de coopération judiciaire et policière internationale, mais elles échangent aussi étroitement avec leurs homologues étrangers. La lutte contre l'économie souterraine et les trafics imposent d'adapter constamment nos moyens d'intervention et d'action, pour faire face à une criminalité de plus en plus

mondialisée, qui profite de toutes les évolutions technologiques, financières, pour développer son activité criminelle. C'est dans cette perspective, parce que ces affaires sont toujours plus complexes requièrent une grande technicité, que nous avons développé les juridictions spécialisées que sont les JIRS. A ce jour, plus de la moitié des requêtes françaises adressées à Eurojust ont été formalisées par les JIRS.

II. Je me réjouis que cette journée permette d'approfondir notre réflexion sur les pratiques et les voies d'amélioration de notre action, alors même que la France vient de se doter d'un nouveau cadre juridique et de cette nouvelle Agence pour la gestion et le recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC).

Je suis ravi de vous retrouver aujourd'hui, alors que je constatais avec vous il y a quelques semaines à peine les avancées très significatives qu'a permises la création de cette nouvelle structure.

Je veux d'ailleurs remercier Monsieur le président, et Madame la directrice générale pour l'impulsion qu'ils ont su donner à l'Agence dans ses premiers mois de fonctionnement. Grâce à l'implication de tous, l'Agence a pu mener avec succès les missions qui lui ont été confiées par la loi.

Vous me permettrez de revenir quelques instants sur cette évolution qu'a connue la France ces derniers mois.

1. Il y a plus d'un an, la loi du 9 juillet 2010 est venue moderniser le cadre juridique de la saisie et de la confiscation en matière pénale, tout en l'accompagnant de cette nouvelle structure indispensable à une véritable gestion des biens saisis ou confisqués. Il ne pouvait en effet être envisagé de renforcer les possibilités de saisies patrimoniales, dès le stade de l'enquête ou de l'instruction, sans décharger les magistrats instructeurs et du parquet, mais aussi les Directeurs de greffe, de la gestion de scellés complexes.

2. Nous disposons avec l'AGRASC d'un outil efficace pour faire face à la réalité du phénomène criminel et répondre aux besoins des professionnels. En facilitant le

travail des acteurs de la chaîne pénale, en offrant un relais à l'action des enquêteurs et des magistrats, la création de l'Agence a permis de donner toute sa portée à l'action de la justice en matière de saisie et confiscation d'avoirs criminels.

Cette agence facilite le travail des magistrats et des greffes, qui ne disposaient ni du temps, ni des moyens nécessaires pour organiser la gestion de biens souvent complexes (tels les immeubles, les biens incorporels, les instruments financiers par exemple). La gestion et la valorisation de ces biens exigent, en effet, une expertise que l'Agence, par les compétences qu'elle réunit, peut garantir. En cela, l'AGRASC était également un besoin pour l'Etat, soucieux de recouvrer rapidement les sommes confisquées, et de vendre avec célérité les biens, afin d'éviter les frais d'immobilisation.

A l'heure de la réforme du cadre de la saisie-confiscation d'avoirs criminels, l'Agence fournit également aux juridictions toute l'aide et l'assistance nécessaires à la mise en œuvre de ces règles particulièrement techniques.

Enfin, comme je l'indiquais, parce que la lutte contre l'économie souterraine dépasse très souvent nos frontières, il était fondamental que l'Agence puisse s'investir dans la coopération judiciaire internationale, cette intervention permet désormais de décharger les magistrats instructeur et du parquet de la gestion, de la vente ou de la destruction des biens saisis à la demande d'une autorité judiciaire étrangère.

En quelques mois de fonctionnement, les résultats sont déjà tangibles : les 8115 biens actuellement gérés par l'AGRASC représentent 134 millions d'euros. Ces chiffres illustrent une activité conséquente, qui ne cesse d'ailleurs de croître grâce aux efforts et à l'engagement de chacune et chacun d'entre vous. Depuis février 2011, l'AGRASC s'est vu, par exemple, confier la gestion de 163 immeubles saisis ou confisqués ; elle pu reverser à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, au titre du fonds de concours stupéfiants, près de 560 000 euros ; et procéder à des restitutions à hauteur de 1.8 millions d'euros.

Avec l'AGRASC, la France a su se doter d'un modèle innovant, qui doit son efficacité aussi à sa capacité d'autofinancement. En plus du financement de l'Etat, vos moyens

résultent aussi d'une part du produit de la vente des biens confisqués et du produit du placement des sommes saisies versées sur votre compte à la Caisse des dépôts. Il est bien sûr essentiel de garantir les moyens humains et financiers qui assurent la montée en puissance de l'activité de l'Agence. Le renforcement de l'agence comptable de l'AGRASC est à l'étude notamment pour améliorer la tenue de votre compte unique ouvert à la Caisse des dépôts et consignations et répondre à la charge de travail liée à la gestion au coup par coup des oppositions des créanciers publics lors des restitutions de sommes et de biens.

Par ailleurs, une disposition introduite dans le projet de loi relatif à la répartition des contentieux, adopté hier à l'Assemblée nationale, permettra de déposer les fonds saisis en numéraire dans n'importe quelle agence bancaire, afin de permettre une inscription immédiate des sommes saisies au crédit du compte de l'agence.

D'autres pistes d'évolutions peuvent être imaginées pour renforcer encore l'action de l'Agence : si l'agence coopère déjà avec les services des douanes, de la police, de la gendarmerie, des services fiscaux, sociaux, et des domaines, il est encore possible d'améliorer les circuits de ventes mobilières ou immobilières en développant des partenariats avec des interlocuteurs privilégiés, tels que les notaires ou les commissaires-priseurs.

En se dotant d'un cadre juridique et institutionnel efficace, nos pays ont mis en place une vraie politique pénale tournée vers l'appréhension des produits de la délinquance et de la criminalité, afin que cesse cette impunité qui permettait à certains délinquants, après quelques temps passés en prison, de pouvoir profiter des fruits de leurs activités criminelles. Cette action mérite d'être poursuivie. La poursuite de vos travaux nous permettra d'améliorer encore notre efficacité.

Je vous remercie.